

Appel à communications
Catastrophes et risques : de l'empirique à la critique

Colloque international - 17-18 juin 2010 à Paris (CERI-EHESS)

La large médiatisation des catastrophes technologiques ou naturelles, ainsi que l'annonce de la multiplication et de l'intensité croissante de ces dernières sous l'effet du changement climatique, font des catastrophes et des situations désignées comme « à risques » des questions de recherche qui émergent en sciences sociales depuis maintenant presque vingt ans. Par ailleurs, de nombreux travaux – allant de la sociologie politique à la sociologie du droit en passant par la sociologie des sciences ou des organisations – se sont développés en France au cours de la dernière décennie afin d'appréhender les risques générés par les avancées technologiques et industrielles (OGM, téléphonie portable, nucléaire...) et les processus sociaux et politiques qui accompagnent l'apparition de ces risques sur la scène publique (« mise en risque », mobilisations, constitutions de collectifs de « victimes »...). Néanmoins, malgré l'intérêt et l'importance de ces travaux, les angles choisis conduisent parfois à réduire l'analyse des catastrophes aux présupposés de l'exceptionnel et de l'urgence, ainsi qu'à cantonner l'appréhension des risques aux catégories pratiques de vulnérabilité/résilience/prévention. En outre, les approches focalisées sur les représentations élaborées par les populations sont parfois convoquées pour proposer une lecture culturaliste qui repose sur un clivage entre experts et profanes. Ce colloque propose donc de dépasser ces réductions et ces frontières, en invitant à aborder la catastrophe et le risque comme un continuum de constructions (la catastrophe étant présentée comme l'horizon du risque), en s'intéressant aux processus locaux qui accompagnent ces situations et en mettant en lumière la complexité des dynamiques à l'œuvre. Le local est envisagé ici en interaction permanente – et particulièrement aiguë dans ces situations – avec d'autres échelles (global ou national à travers le monde de l'assistance post-crise, les dispositifs de prévention, de prise en charge ou de reconstruction...).

Il est encore assez courant de constater, dans certains travaux portant sur des catastrophes, que l'attention se focalise en premier lieu sur le moment de crise, puis sur les activités de secours et d'assistance immédiate, soulignant les caractéristiques d'exceptionnalité et la mise en suspens de la temporalité de la crise. Dans le même esprit, de nombreuses études se focalisent sur les activités de prévention des risques dans les périodes qui suivent une catastrophe, inscrivant là aussi la temporalité dans le domaine de l'exception et rendant insuffisamment compte de l'ordinaire et des routines à l'œuvre. Or, la présentation d'un « temps suspendu » avant le « retour à la normale » doit être questionnée au regard des enquêtes de terrain et des corpus empiriques (contemporains ou historiques) qui plaident pour inscrire les catastrophes dans le temps long et s'intéresser au quotidien réinventé par les acteurs locaux. Ainsi, les situations de « crise » provoquées par les catastrophes de tous types donnent naissance à un temps propre au cours duquel de nombreux enjeux apparaissent, des dynamiques sociales émergent et de nouvelles configurations entre groupes s'installent. En particulier, les interventions de l'Etat et des acteurs caritatifs et humanitaires nationaux et internationaux pour venir en aide aux populations affectées, tout comme les dispositifs de prévention, modifient les contextes locaux. Les interactions entre les pratiques à l'œuvre chez les populations et celles des institutions d'assistance ou de gestion des risques traduisent la confrontation entre des mondes différents, entre institutionnels et habitants, entre acteurs humanitaires et « bénéficiaires », entre les mises en récit médiatiques et l'expérience vécue, entre le local et le global. Dès lors, le retour à la normale peut apparaître comme la première fiction de la catastrophe.

Les situations dites « à risque » et les catastrophes donnent ensuite souvent lieu à une lecture culturaliste qui s'appuie sur les figures génériques et dichotomiques de la victime et du secouriste, de l'expert et du profane, du fatalisme et de la gestion, du rationnel et de l'irrationnel. On retrouve également cette dichotomie dans les travaux qui s'intéressent aux registres d'interprétation des catastrophes et opposent le registre de la « calamité » à celui, postmoderne, du « risque ». Les notions de « culture du risque » ou de « sous-culture du désastre » n'épuisent cependant pas les matériaux empiriques. Les enquêtes ethnographiques ou, dans une perspective historique, les consultations

d'archives révèlent au contraire des formes d'hybridation entre des logiques différentes, ainsi que des pratiques anciennes de gestion du risque chez des acteurs qui recourent à des savoir-faire empruntant à la fois à leur connaissance empirique de leur environnement et à des systèmes de représentations complexes. La logique du « faire avec » le risque et la catastrophe conduit l'ensemble des acteurs (habitants, responsables institutionnels, gestionnaires...) à de perpétuels ajustements, remettant en question les frontières établies par les analyses en termes de « culture », participant d'une forme d'invention idéale de la tragédie collective.

Enfin, certains travaux envisagent la catastrophe comme une mise à l'épreuve de la vulnérabilité d'un système ou d'un fonctionnement collectif, ou comme un révélateur des formes de résilience d'une société ou d'un groupe social. Pourtant, les notions de résilience et de vulnérabilité n'épuisent pas le foisonnement des recompositions locales, des redéfinitions que les habitants des territoires affectés par une catastrophe ou désignés comme « à risque » élaborent. Enjeux autour du retour sur place, de la reconstruction et du relogement ; utilisation des ressources identitaires et politiques de la catastrophe par les « victimes » ou des ressources de la prévention par les « vulnérables » ; interventions normatives et concurrentielles des acteurs humanitaires, des organismes de secours et des acteurs de la prévention ; entrée sur la scène politique de certains collectifs ; recomposition de la mémoire collective à travers un rapport renouvelé au passé ; recherche d'explications du drame à travers des logiques d'accusation et de désignation de responsables sont autant de dynamiques complexes qu'il est important de saisir. Tous ces enjeux doivent être mis en regard de dynamiques plus larges, observables dans les interactions avec l'espace des acteurs internationaux qui interviennent autour des catastrophes et des risques, donnant à voir les transformations contemporaines de la notion de sécurité. Grâce à des corpus empiriques, les sciences sociales apportent des éléments de connaissance précieux sur ces contextes d'une grande richesse et complexité.

Le colloque invite donc les travaux de sciences sociales (contemporains et historiques) qui, à partir de recherches empiriques (enquêtes de terrain, travail sur des archives...), s'interrogent sur les dynamiques sociales et politiques à l'œuvre dans ces situations et portent plus précisément sur les interactions entre les populations et les divers intervenants qui déploient leurs actions de prévention ou de prise en charge. Trois axes organiseront la réflexion :

1. De l'événement à l'objet de recherche

On souhaite dans cet axe présenter des travaux qui proposent de redonner aux catastrophes et aux situations de risques la densité et l'épaisseur qui les caractérisent en les réintroduisant dans des jeux d'échelles et de temporalités dynamiques et heuristiques, en analysant ces événements et ces situations à partir de perspectives qui articulent le micro et le macro, le local et le global, le temps long et l'urgence, les petits désastres et les grandes catastrophes, etc.. Les éléments de réflexion méthodologique sur les corpus, la conduite d'enquêtes dans ces contextes singuliers ou encore les archives choisies pour aborder ces questions participent également de l'explicitation de la construction d'un objet de recherche à partir de la thématique du risque et de la catastrophe.

2. Au-delà de la « culture du risque » : confrontations et circulations des savoirs et des pratiques

Il s'agit ici d'introduire des travaux qui analysent les pratiques hybrides, les recompositions, les ajustements que provoquent les situations de catastrophes et de risques. En espérant dépasser une certaine forme de culturalisme donnant lieu à des dichotomies réductrices entre connaissances et pratiques « expertes » et « profanes », nous encourageons les interventions qui analysent les confrontations entre différents types de savoirs et qui s'intéressent aux circulations des outils, des acteurs ou des pratiques entre les différentes sphères sociales en interaction.

3. L'espace politique des catastrophes et des risques

En réintroduisant l'analyse des dynamiques qui naissent au cœur des situations de catastrophes ou de risques, on cherchera à capter les usages politiques que les différents acteurs font de ces

situations. Quelles sont notamment les ressources dont ils disposent pour formuler des critiques, construire des mobilisations ou développer des formes d'appropriations ou de résistances face aux dispositifs de « gouvernance » de ces situations, souvent présentés par leurs instigateurs comme hors du champ politique ou analysés par les sciences sociales en terme de « biopolitique »? En observant à partir de terrains locaux les différentes interventions d'acteurs nationaux et internationaux (Etats, organisations non gouvernementales, organisations internationales), on s'interrogera sur les transformations de la notion de sécurité auxquelles ces interventions et leurs formes de légitimation contribuent.

Organisation du colloque :

Association pour la Recherche sur les Catastrophes et les Risques en Anthropologie (ARCRA) : <http://www.arcra.fr/>

Julien Langumier (RIVES, UMR CNRS « Environnement Ville et Société ») langumier@yahoo.fr

Cécile Quesada-Moaeteau ('Atenisi Institute (Tonga)-CREDO) quesada.moaeteau@gmail.com

Sandrine Revet (CERI, Sciences Po-CNRS) revet@ceri-sciences-po.org

Comité scientifique :

Olivier Borraz, sociologue, (CSO, Sciences-Po-CNRS)

Thierry Coanus, ingénieur urbaniste (RIVES, UMR CNRS EVS)

Nicolas Dodier, sociologue (GSPM, EHESS)

Virginia García-Acosta, anthropologue (CIESAS, Mexico)

Claude Gilbert, politiste (PACTE/MSH-Alpes, CNRS)

Julien Langumier, anthropologue, (RIVES, UMR CNRS EVS)

Anthony Oliver-Smith, anthropologue (University of Florida)

Grégory Quenet, historien (Université Versailles Saint Quentin)

Cécile Quesada-Moaeteau, anthropologue ('Atenisi Institute (Tonga)-CREDO, UMR CNRS 6574)

Sandrine Revet, anthropologue (CERI, Sciences Po-CNRS)

Françoise Zonabend, anthropologue (LAS, EHESS)

Modalités et calendrier

Les propositions de communication, **en français et en anglais**, doivent parvenir aux organisateurs du colloque avant le **30 juin 2009**. Elles doivent impérativement mentionner :

1. le titre de la communication
2. un résumé de 300 à 600 mots maximum
3. le nom et le prénom de l'auteur ou des co-auteurs
4. leur statut
5. leur discipline
6. leur institution
7. leur contact électronique

Envoi des propositions :

langumier@yahoo.fr

quesada.moaeteau@gmail.com

revet@ceri-sciences-po.org

Le comité scientifique sélectionnera les communications et se prononcera le 15 octobre 2009 au plus tard. Les textes définitifs devront parvenir au plus tard le 15 mars 2010. Le colloque se tiendra à Paris les 17 et 18 juin 2010.